

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 22/3 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.3.59629

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

## Anzeigen

Peter STADLER, *Zwischen Mächten, Mächtigen und Ideologien. Aufsätze zur europäischen Geschichte*, Zürich (Neue Züricher Zeitung) 1990, 395 p.

Spécialiste d'histoire moderne et contemporaine, Stadler a réuni ici les articles et comptes rendus critiques qu'il a publiés dans la N.Z.Z. Il y a ajouté quelques courtes contributions à des revues suisses et allemandes; le tout précédé d'une courte autobiographie centrée sur son milieu d'origine et sa formation.

La nature même des contributions destinées à la presse a contraint l'auteur à exprimer des conclusions succinctes sur les divers problèmes analysés. Du coup, les idées foisonnent ainsi que les prises de position. L'ensemble offre une incontestable cohérence: milieu bourgeois, personnalité conservatrice, insertion dans un courant historique traditionnel accordant le maximum d'importance aux événements, aux élites et aux personnalités. L'idée centrale de cet historien: le rôle des personnalités prime sur celui des structures.

Les différentes contributions concernent successivement l'histoire suisse, celle de la France, les problèmes idéologiques, l'histoire d'Allemagne et enfin, s'ajoutent quelques essais sur des questions diverses.

La Suisse et son Kulturkampf font l'objet d'une vaste étude. L'auteur rappelle ici les principales significations de ce combat. La division confessionnelle a déterminé de façon décisive le destin de la Suisse, même au XX<sup>e</sup> siècle; elle a façonné également la triple identité suisse: l'habitant de ce pays est à la fois citoyen de la Confédération, citoyen d'un canton et il est aussi réformé ou catholique. Quant au Kulturkampf, il doit être interprété comme une crise d'intégration et une crise de modernisation. A son propos, Stadler rappelle que les historiens ont une prédilection pour des thèmes qui ont une résonance dans le présent; d'où leur désaffection vis-à-vis du Kulturkampf après 1945 lorsque les conflits interconfessionnels se sont raréfiés entre protestants et catholiques en Europe de l'ouest.

Plusieurs articles offrent l'occasion à l'auteur d'indiquer ses conceptions de l'histoire, ses conceptions idéologiques et politiques. Dans ses articles sur la France, il a jeté son dévolu sur des personnages libéraux ou conservateurs comme Voltaire, Benjamin Constant, Michelet et surtout Thiers. A propos de la *Deutsche Gesellschaftsgeschichte* de H.-U. Wehler, Stadler déplore que cette histoire structurelle et wébérienne ne propose pas de »Lesefreundlichkeit« parce-qu'elle est trop proche d'une sociologie historique. Il regrette en particulier l'absence de récits, d'évocation de personnalités et de tout développement sur la politique extérieure.

Stadler est aussi intervenu dans le débat des historiens en 1986. Avec prudence, il s'avoue d'abord indécis. Finalement il donne raison et tort aux deux camps à la fois, tout en privilégiant néanmoins la thèse de l'identité des crimes de Staline, des Jacobins et de Hitler. Il n'y a plus de singularité des crimes nazis. On perçoit aussi de la compréhension pour Hillgruber qui magnifie les combats de la Wehrmacht à l'Est en 1944 et 1945. Les armées russes n'avaient pas fait moins en 1941-1942, défendant elles aussi un système dictatorial en cherchant à sauver leur patrie. Ainsi Stadler se retrouve dans un camp.

Alfred WAHL, Metz

Dieter LANGEWIESCHE, *Europa zwischen Restauration und Revolution 1815–1849*, 3. überarbeitete und erweiterte Auflage, München (R. Oldenbourg) 1993, X–256 p. (Oldenbourg Grundriß der Geschichte, 10).

On a ici la troisième édition, révisée et complétée, d'un manuel clair et commode. En trois parties, il propose un état des faits, une analyse des sources et de la bibliographie et une chronologie, le tout consacré à l'Europe romantique. Un index et quelques (médiocres) cartes complètent l'ensemble.

L'état des faits est en général bien informé et, plaçant en marge les sous-titres des divers chapitres, il sera certainement un instrument pédagogique très utile au niveau universitaire.

Malgré quelques erreurs d'orthographe de noms d'auteurs ou de titres, on trouvera dans la bibliographie, jusque vers 1988 en tout cas, nombre d'ouvrages essentiels, avec l'avantage d'y conjuguer les apports d'historiens allemands, français et anglais notamment, non sans l'inconvénient de préférer citer la traduction allemande d'un ouvrage que l'édition originale dans son intitulé comme à sa date de publication. L'exercice est délicat, et il serait trop facile de regretter l'absence de telle étude ou la mention de telle autre désormais dépassée: les étudiants surtout se réjouiront d'avoir à leur disposition une sélection dans l'ensemble très satisfaisante.

Roland MARX, Paris

Gudrun GERSMAN, Hubertus KOHLE (Hg.), *Frankreich, 1815–1830. Trauma oder Utopie? Die Gesellschaft der Restauration und das Erbe der Revolution*, Stuttgart (Franz Steiner) 1993, 229 p.

Seize contributions, y compris l'introduction-problématique des directeurs éditoriaux, font de ce livre, d'un maniement aisé, complété par un index des seuls noms de personnes, un apport bien plus original et important que le titre général ne le laissait prévoir. L'accent est mis sur l'héritage de la Révolution en France tel que perçu au temps de la Restauration: le milliard des émigrés, la portée de l'expérience de l'émigration sur des «revenants», la question du régicide, la difficile (ou inévitable) insertion d'acquis révolutionnaires et napoléoniens dans le nouveau tissu politique et social, les écrits et leur censure, le témoignage pourtant de quelques œuvres strictement littéraires, de Stendhal, de Victor Hugo, l'iconographie du passé et son destin, l'art au service de l'«expiation», autant de thèmes parmi d'autres qui, inspirés de recherches soigneusement référencées, cherchent à cerner le «lieu de mémoire révolutionnaire» dans les quinze années qui ont suivi Waterloo.

L'impression très soignée, une illustration suggestive, plus de trente dessins, reproductions, plans, insérés dans le texte, à leur place respective, font honneur à des auteurs issus des meilleures universités allemandes, mais aussi de centres américains, canadiens et français.

Le lecteur, même averti, apprendra beaucoup de ces diverses contributions. Il regrettera peut-être l'absence d'une orientation bibliographique synthétique, mais se consolera en sachant que l'ouvrage fait partie d'une série destinée à couvrir, sur une problématique identique, l'ensemble du XIX<sup>e</sup> siècle.

Roland MARX, Paris

Dominique BARJOT, Fougerolle. *Deux siècles de savoir-faire*, Caen (Editions du Lys) 1992, 286 S. (CNRS avec la collaboration du Centre de Recherche d'Histoire Quantitative de l'Université de Caen).

Die Firma Fougerolle erzielt unter Leitung der fünf Brüder Fougerolle um die Jahrhundertwende ihre besten Ergebnisse, die erst in der 2. Hälfte des 20. Jh. wieder übertroffen werden. In diesem Zeitraum wie auch beim nächsten Boom Anfang der 80er Jahre erreicht

der Auslandsanteil fast 50% des Gesamtumsatzes. In den anderen Zeiträumen (1972: 11%) ist er wesentlich geringer, da in wirtschaftlich schwierigen Zeiten bewußt auf Auslandsinvestitionen verzichtet und die regionale Präsenz verstärkt wird (1960 und 1980er Jahre). Die enge Zusammenarbeit mit der Banque de Paris et des Pays-Bas ermöglicht nach der Krise 1962–64 eine Umstrukturierung des mittelständischen Konzerns, der aufgrund verschiedener Fusionen seinen Tätigkeitsbereich auf Bauvorhaben der öffentlichen Hand, Werkshallen und Straßenbau festlegt. Die Zusammenarbeit mit der gleichen Bank, Hauptaktionär des Unternehmens, ermöglicht auch Mitte der 80er Jahre eine Konsolidierung des Konzerns.

Die rasche Spezialisierung im Bereich Hoch- und Tiefbau und die Vielfalt der Aufträge in In- und Ausland (Kolonien) mobilisieren den Einsatz zahlreicher Ingenieure (mehrere Patente), die der Firma lange Jahre verpflichtet sind, teilweise sogar verwandtschaftliche Bande knüpfen. So ist die Familie Fougerolle tragendes Element der Firma, deren Aufgliederung noch vor dem Ersten Weltkrieg eingeleitet wird. Die Zusammenarbeit mit anderen Unternehmen während der Zwischenkriegszeit und die Fusion mit weiteren in den 60er Jahren haben an dieser Tatsache nichts geändert, selbst wenn sich das Management gewandelt hat und die Unternehmen ihre Eigenständigkeit in Personalwesen und Produktspezifität verstärkt bewahrt haben. Die Identifikation der Mitarbeiter mit ihrem Unternehmen wird an deren progressiver Übernahme der Geschäftsleitung seit 1989 deutlich.

Dagmar SOLEYMANI, Paris

Hans J. REITER, *Die Handelsgesellschaft Villeroy und Boch von der Gründung 1836 bis zum Jahr 1878*, Frankfurt (Peter Lang) 1992, 377 p. (Rechtshistorische Reihe, 96).

Reiter nous présente ici les trois statuts qu'a connus la société Villeroy & Boch au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils datent respectivement de 1836, de 1842 et de 1876/78 et sont analysés sous l'aspect du passage du code de commerce français à l'ADHGB sur la rive droite du Rhin.

Les statuts répondent à une obligation juridique donnée ayant pour but de codifier les us et coutumes commerciaux et ceci à un moment donné de l'histoire. Or, pendant la Révolution industrielle, les possibilités de suivi, de la part du législateur, des évolutions rapides des us et coutumes commerciaux touchent à une limite certaine. De ce fait, les statuts de Villeroy & Boch forment un cadre de fonctionnement plutôt souple. Ils traduisent l'évolution du droit de commerce et le passage du code de commerce français à l'ADHGB (nombre croissant d'articles définissant la structure des entreprises), cependant les changements juridiques ne sont pas la cause directe de la réécriture des statuts. Ces derniers ont été reformulés, corrigés et augmentés d'abord pour répondre aux exigences commerciales et ensuite seulement pour harmoniser les statuts avec les textes de loi. Plus exactement, les statuts de 1842 et 1876 répondent à une situation bien précise: séparation d'une partie de la société et coopération avec un concurrent.

Malgré l'augmentation du capital, la hausse de productivité et le nombre croissant d'employés (1837: 175 personnes, 1842: 213, 1876: 1060, 1913: 6517)<sup>1</sup>, Villeroy & Boch reste durant toute la période une société en nom collectif. Ce statu quo relatif est également la traduction d'une certaine manière de diriger une entreprise familiale ayant à sa tête une forte personnalité, en l'occurrence Eugen von Boch. Il a dirigée la société Villeroy & Boch pendant quarante ans (1836–1876) et, de ce fait, le statut de 1876/78 est également la traduction du passage des pouvoirs d'une génération à l'autre. En effet, son fils René von Boch-Galhau est

<sup>1</sup> Karl-Heinz GORGES, *Der christlich geführte Industriebetrieb im 19. Jahrhundert und das Modell Villeroy & Boch*, Stuttgart (Steiner) 1989, p. 53 (Zeitschrift für Unternehmensgeschichte, 60).

assisté dans ses nouvelles fonctions d'administrateur général non seulement, comme l'a été son père, par une assemblée générale, existant depuis toujours, mais aussi par un conseil d'administration nouvellement créé (1876).

Grâce à cette nouvelle organisation tripartite du pouvoir entrepreneurial, toutes les conditions sont réunies pour une extension de l'activité de la société Villeroy & Boch au cours des décennies suivantes, et ceci à travers le monde.

Dagmar SOLEYMANI, Paris

Hans-Walter HERRMANN (Hg.), *Zwischen demokratischem Aufbegehren und industrieller Revolution. August Ferdinand Culmann (1804–1891)*, Sigmaringen (Jan Thorbecke) 1993, 253 p. (Schriften der Siebenpfeiffer-Stiftung, 2).

Treize contributions, précédées d'une introduction du directeur éditorial, sont consacrées à une grande figure libérale de la vie politique du Palatinat, intégré à la Bavière en 1816, mais aussi de l'Allemagne, puisque, homme de loi de formation, Culmann, après un premier échec électoral en avril 1848, représenta, à partir de novembre, sa région au parlement de Francfort. Expérience exaltante et douloureuse, suivie d'un retour dans le Palatinat où son activisme révolutionnaire lui valut de connaître, en 1851, une condamnation à mort par contumace par un tribunal bavarois et le contraignit à chercher refuge en France. Curieusement, l'interruption de son activité traditionnelle et de son combat politique le portèrent aux premiers rangs de l'initiative économique: il fonda, de l'extérieur, et dirigea depuis Forbach, en Lorraine, une entreprise charbonnière, sur les terrains de Frankenholz, qui, avec ses usines annexes et ses 2500 ouvriers et employés, devint l'une des plus importantes d'Allemagne du Sud et fit de son fondateur l'un des grands entrepreneurs du temps de la Révolution industrielle germanique. Il n'en demeurait pas moins fidèle à ses idéaux, continuait d'admirer la Révolution française et le bonapartisme qui, selon lui, en était le noble rejeton: au point, naturalisé français en 1861, et installé dans la capitale alsacienne, de publier de Strasbourg, en 1863, une brochure pour opposer la victoire des princes à Leipzig en 1813, dont on célébrait alors le cinquantenaire, à celle d'une nation à Valmy en 1792; au point aussi, après l'amnistie générale décrétée par le roi de Bavière en 1865, de maintenir sa résidence sur le sol français. Il semble, à tout le moins, avoir été d'un silence éloquent devant la fondation de l'Empire allemand et n'avoir pas pu imaginer de place pour lui-même dans un quelconque parti national de la nouvelle Allemagne.

On devinera la richesse des apports de spécialistes tant de la vie politique que de l'histoire des techniques et de l'économie, et on se réjouira de voir revivre l'un des «héros» de l'ère des révolutions romantiques comme de l'âge de l'industrie. Une intéressante iconographie, de nombreux extraits de documents souvent inédits, ajoutent à l'importance de l'œuvre, par ailleurs dotée de deux index, certes réduits, mais précieux. La présentation matérielle de l'ouvrage est impeccable.

Roland MARX, Paris

Theodore ZELDIN, *A History of French Passions 1848–1945. Volume I: Ambition, Love and Politics, Volume II: Intellect, Taste and Anxiety*, Oxford (Clarendon Press), 1993, 823 und 1202 S. (The Oxford History of Modern Europe).

Anzuzeigen ist die unveränderte Taschenbuchausgabe der 1973 und 1977 erstmals publizierten zweibändigen außergewöhnlich monumentalen Überblicksdarstellung aus der Feder des Dekans des Oxforder St. Anthony's College, die seinerzeit bereits in dieser Zeitschrift einer gründlichen Würdigung unterzogen wurde (Band I durch Pierre Ayçoberry in *FRANCIA* 3 [1975] S. 856–858, Band 2 durch Jean-Marie Mayeur in *FRANCIA* 7 [1979]).

S. 836–837). Da somit auf eine erneute Detailanalyse verzichtet werden kann, bleibt somit das umfangreiche Quellen und Sekundärliteratur verarbeitende Opus magnum als methodisch durchaus eigenwillige, gelegentlich Gesamttableau, manchmal aber auch lediglich Materialsammlung bietende Darstellung um soziologische oder geistesgeschichtliche Kernbereiche zu charakterisieren. Während der erste Band zunächst bürgerliche Berufsgruppen wie Ärzte, Notare, Industrielle, Bankiers, Beamte, aber auch Bauern und Arbeiter vorstellt, schließen sich Abschnitte über Ehe und Moral, Kinder und Frauen sowie Reflexionen über »The place of Politics in Life«, unter anderem über Monarchismus, Republikanismus, Bonapartismus, Radikalismus und Sozialismus an. Die 23, in drei Kapiteln gruppierten Abschnitte des zweiten Bandes präsentieren Betrachtungen etwa zur nationalen Identität, den Provinzen, dem Erziehungswesen und Wissenschaftsbetrieb, der Presse und Korruption oder widmen sich Glück und Humor, Essen und Trinken, dem privaten Leben, Sorge, Langeweile und Hysterie, Technokratie oder Gerontokratie.

Leider blieb die Taschenbuchausgabe gegenüber dem vor zwei Jahrzehnten erschienenen Original unverändert und konnte wohl aus arbeitsökonomischen Gründen nicht durch eine forschungsgeschichtliche weiterführende Skizze oder Synthese aktualisiert werden.

Wolfgang MÜLLER, Kaiserslautern

Franz J. BAUER, *Bürgerwege und Bürgerwelten. Familienbiographische Untersuchungen zum deutschen Bürgertum im 19. Jahrhundert*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1991, 328 p. (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften, 43).

Issue d'une thèse de doctorat, l'étude est consacrée à trois familles: les Sattler, originaires de Schweinfurt, où la dynastie a créé une grosse firme industrielle avant 1870, les Dohrn de Stettin, également enrichis de l'industrie et du commerce, les Hildebrand de Thuringe, dont la situation sociale est le fruit de l'étude et de l'enseignement universitaires. Les trois familles ont été réunies grâce à la participation de trois de leurs membres, Anton Dohrn (1840–1909), Adolf Hildebrand (1847–1921) et Carlo Sattler (1877–1966), à la création et au développement de la Stazione Zoologica di Napoli, à la fois parc et centre de recherche de dimension internationale dans la grande métropole de l'Italie du Sud.

Bauer a fort bien perçu l'occasion qui lui était ainsi offerte: elle a suscité de sa part des recherches sur les fortunes, la participation aux combats politiques en Allemagne, les motivations et les durées des »exils«, les goûts esthétiques et les appétits culturels d'un échantillon des classes moyennes. Comme le précise fort bien l'auteur, on est certes sensible à la singularité des cas présentés, mais les informations qu'ils apportent valent de dépasser le schématique et d'aborder concrètement l'histoire de la bourgeoisie: en particulier, de constater les évolutions majeures d'une première génération de »fondateurs« de dynastie à une seconde, beaucoup moins »matérialiste«. On prend conscience que l'histoire d'une classe est, le grand historien anglais E. P. Thompson, tout juste disparu, l'avait proclamé, celle d'un »mouvement« qui la redéfinit périodiquement.

Il est impossible de rendre compte de toute la richesse de ces monographies, mais on invitera sans hésiter le spécialiste en histoire sociale à les lire et à s'en inspirer. Il y sera aidé par une présentation typographique impeccable, un index, et une bibliographie étendue, qui aurait cependant dû être classée et non pas seulement être faite d'une liste, par ordre alphabétique, des auteurs...

Roland MARX, Paris

Thomas SCHAARSCHMIDT, *Außenpolitik und öffentliche Meinung in Großbritannien während des deutsch-französischen Krieges von 1870/71*, Frankfurt/M. (Peter Lang) 1993, 757 p. (Europäische Hochschulschriften, Reihe III: Geschichte und ihre Hilfswissenschaften, 575).

Un travail impeccablement présenté, des références abondantes et de qualité, un bon index, une synthèse convaincante. L'ouvrage, qui a coûté des années d'efforts des plus méritoires à l'auteur, n'apportera pourtant guère d'informations inédites aux lecteurs avertis. Les Français parmi eux regretteront que leurs propres archives, non plus que les excellents travaux de l'école française de Relations Internationales, de Pierre Renouvin à ses successeurs et élèves, aient été presque tous systématiquement ignorés, et que parmi les ouvrages cités (sans véritable souci de classement) on consacre une part infime à des titres, plus ou moins appropriés, venus de France. Pourtant, le regard de l'un des deux partenaires de ce conflit, l'espoir vainement caressé, de ce côté de la Manche, que Londres finirait par réagir contre le risque d'une hégémonie prussienne en Europe, les paniques anglaises devant les événements de la Commune et le danger de troubles durables sur le territoire de l'une des plus grandes puissances mondiales, auraient exigé un supplément d'enquête, avec l'aide des nombreux titres français consacrés à ces problèmes. Sans doute l'obstacle de la langue a-t-il été ici trop difficile à surmonter?

On recommandera pourtant la lecture d'une mise au point qui demeure solide et qui, dans son souci de mesurer les étapes d'une évolution et de les expliquer, procède avec prudence et sagesse.

Roland MARX, Paris

Dieter HERTZ-EICHENRODE, *Deutsche Geschichte 1871–1890. Das Kaiserreich in der Ära Bismarck*, Stuttgart, Berlin, Köln (Kohlhammer) 1992, 217 p.

Dans cette histoire politique du Kaiserreich, Hertz-Eichenrode s'interroge sur les causes du blocage des potentialités démocratiques de l'État national allemand fondé en 1871. Il estime, en effet, que son avenir n'est pas déterminé dès 1871 et qu'il n'y a pas de fatalité qui mène à 1933. L'État allemand de 1871 se caractérise, pour l'auteur, par un triple dynamisme, national, social et politique qui en fait une force potentielle de progrès. Mais la dynamique nationale l'a emporté dans le sens d'un nationalisme d'exclusion à l'intérieur, en particulier à l'égard des Juifs et des Polonais, et d'un nationalisme d'expansion à l'extérieur, en particulier en Europe centre-orientale. Ce nationalisme intransigeant et anti-slave affirme la supériorité du peuple allemand et nie toute égalité aux «petits» peuples.

Dans ce premier volume, consacré à la période bismarckienne, l'auteur montre comment la dynamique de la fondation du Reich mène progressivement à un statu quo politique et social, malgré la domination libérale de la première décennie et l'affaiblissement des conservateurs. Les mesures libérales pour fonder un État de droit ne sont pas accompagnées d'un progrès dans le sens d'une parlementarisation et d'une démocratisation. Le prestige de Bismarck et sa politique de délimitation face aux Reichsfeinde, catholiques, socialistes et Polonais, contribuent très largement à ce blocage de l'évolution politique. Les années 1880 sont marquées par le refus des réformes parlementaires nécessaires, par les thèmes antiparlementaires et les projets de changement du mode de scrutin du Reichstag.

La crise financière et économique de 1873, mais aussi le souci de combattre le socialisme amènent l'État à intervenir dans le domaine social. Mais, Bismarck refuse d'aller au-delà d'une législation sur les assurances sociales et appuie la «bourgeoisie possédante» (Besitzbürgertum), opposée sur ce point à la «bourgeoisie intellectuelle» (Bildungsbürgertum), dans son refus d'une législation du travail et de l'intervention de l'État dans les relations entre patrons et syndicats, qui sont laissées à l'épreuve de force.

Ainsi, dès 1890, l'État national dynamique des origines, fruit d'un mouvement de renouveau, est devenu une réalité politique conservatrice, dont le nationalisme intransigeant est l'élément essentiel de conservation. Bismarck n'a pas cherché à apporter de solution à l'écart entre la tête monarchique de l'État et sa base populaire, ce qui laisse subsister l'ambiguïté de la double légitimité, monarchique et populaire, de la fondation du Reich. Pour l'auteur, l'idéal d'une société libre, qui était encore celui de 1871, s'est effacé devant une société de »zélotes nationalistes«. La monarchie n'a pas su trouver les bases populaires nécessaires, le dynamisme du nationalisme intégral l'a emporté sur le dynamisme social et démocratique. Dans le domaine extérieur, par contre, malgré le déséquilibre provoqué par l'unité allemande, Bismarck est parvenu, grâce à un calcul politique rationnel, à assurer un équilibre européen.

Hertz-Eichenrode ne se contente pas d'une analyse des forces profondes, mais donne aux personnalités leur place légitime et agrmente son texte de nombreuses biographies significatives. Ce livre est un excellent manuel, à la fois suggestif et nuancé dans ses jugements.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Helmut GEMBRIES, *Verwaltung und Politik in der besetzten Pfalz zur Zeit der Weimarer Republik*, Kaiserslautern (Institut für pfälzische Geschichte und Volkskunde) 1992, 551 p.

Ouvrage difficile à lire que celui-ci car il concerne la vie politique du Palatinat dans des conditions que l'on peut qualifier d'extraordinaires: conséquences du Traité de Versailles, révolution de 1918, relations avec la Bavière, occupation de la Ruhr, mouvement séparatiste avec en arrière-plan, l'exacerbation du nationalisme.

Au centre de cette recherche se trouvent l'organisation, les nouveaux objectifs et l'activité du gouvernement du Palatinat, dans un contexte auquel aucune administration ne pouvait être préparée à l'opposition de la haute administration aux efforts déployés par les autorités françaises pour séparer le Palatinat de la Bavière et du Reich, et la création de la Pfalz centrale, sont ici parfaitement mises en évidence. On constate la permanence du service administratif, fidèle dans ses principes d'être au service de l'État, et cela d'autant plus que le contexte est difficile. En outre, le corps des fonctionnaires s'est montré naturellement prêt à travailler tant dans l'intérêt supérieur de l'État – son serment au monarque est respecté – même si Léopold III en a dégagé fonctionnaires, officiers et soldats dès le 10 novembre 1918, que dans celui de la population. Leur action s'exprime notamment par l'opposition efficace de la haute administration à toute tentative de séparatisme.

Cette étude permet, à partir de l'exemple du Palatinat, de mieux appréhender les difficultés éprouvées par les Français face à l'application d'une politique de force et de contrainte encore peu usitée à l'époque, et qui marquera les esprits dans cette région. Les nationalistes sauront exploiter cette situation. L'on voit d'ailleurs Hitler et le NSDAP intervenir activement contre ceux qui prônèrent l'arrêt de la résistance passive à l'occupation de la Ruhr fin septembre 1923 et les collusions qui s'établissent avec les partis de droite et monarchistes bavarois. Cette étude, par conséquent, couvre autre chose que le comportement de l'administration du Palatinat et permet de mieux saisir le soubassement politique sur lequel se sont développées les années 1919–1930.

Marcel SPIVAK, Les Lilas

Donna HARSCH, *German Social Democracy and the Rise of Nazism*, Berkley (University of North Carolina Press) 1993, XI–398 p.

Donna Harsch fixe d'entrée l'objet de son étude: observer »comment et pourquoi le parti le plus grand d'Allemagne, le mieux organisé et le plus discipliné a été abusé à tous les niveaux [...] par le NSDAP. »Etudiant la période qui va de la victoire spectaculaire aux



élections nationales de 1928 à la perte du pouvoir en Prusse, sur décision de von Papen, l'auteur reprend l'image d'un parti social-démocrate qui n'a pas perçu la montée du péril et que sa diversité idéologique et ses structures ont sclérosé dans sa réaction.

Pas à pas, elle relate les débats qu'engendrent les événements révélateurs (Panzerkreuzer, politique de tolérance...), elle met en évidence la différence entre la puissance de l'organisation du parti et le manque d'homogénéité idéologique et structurelle qui le conduit à l'inefficacité, tandis que la NSDAP, monolytique, progresse.

C'est autour de la pluralité des points de vue sociaux-démocrates que se révèlent les forces et faiblesses de cette étude. Elle retrace avec un soin méticuleux les positions des uns et des autres et donne au lecteur une idée assez complète du débat interne et de son évolution; cet apport réel est cependant affaibli par l'absence de synthèse, par un souci extrême de nuancer, qui suscitent quelque perplexité: le lecteur ne parvient plus, dès lors, à distinguer l'essentiel qu'à grand-peine.

L'étude est bien documentée. On ne réussit toutefois pas à se départir de l'idée qu'en dépit de son intention de se démarquer de la sévérité des jugements précédents, Donna Harsch parvient à des conclusions très voisines de ceux-ci, qu'il s'agisse de l'incapacité du parti à exploiter le succès de 1928, de l'appréciation relative du péril communiste ou national-socialiste, des préoccupations électoralistes, etc. Au total cette étude de l'attitude social-démocrate face à la montée du nazisme apporte la confirmation scientifique d'un point de vue généralement admis: en dépit de l'absence de leader charismatique, l'impuissance du SPD est beaucoup moins imputable aux hommes qu'aux structures, à la culture politique et à l'idéologie du parti.

Jean-Paul CAHN, Mulhouse

Hitlers Machtergreifung 1933. Vom Machtantritt Hitlers 30. Januar 1933 bis zur Besiegelung des Einparteienstaates 14. Juli 1933, hg. von Ruth und Joseph BECKER, München (dtv) 2<sup>e</sup> éd. 1992, 447 p. (Dokumente).

Cette réédition, dix ans après, d'un recueil de documents sur la période cruciale de l'arrivée au pouvoir de Hitler a permis aux auteurs de corriger et compléter l'appareil critique. On trouvera donc, en fin de volume, des données statistiques, une chronologie, un glossaire et un index biographique très utiles. Les textes demeurent les mêmes. Ce qui avait fait le succès de la première édition est donc maintenu: l'extrême diversité des éclairages donnés aux événements. Les témoignages de la presse, les discours officiels, les extraits de journaux intimes, les textes de lois se succèdent dans l'ordre chronologique. On est réellement immergé dans l'époque.

Alexandre PAJON, Paris

Jost DÜLFFER, Deutsche Geschichte 1933–1945. Führerglaube und Vernichtungskrieg, Stuttgart, Berlin, Köln (Kohlhammer) 1992, 255 p.

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Cologne, l'auteur appartient à une génération qui a appris l'histoire du III<sup>e</sup> Reich sur les bancs de l'école et de l'université. D'où un ouvrage à visée essentiellement pédagogique comportant une synthèse claire mais succincte (124 p.) des prémisses du nazisme sous Weimar et même des années de consolidation du régime entre 1933 et 1938. La partie principale, traitée dans le chapitre V, presque aussi importante (93 p.) aborde la période de guerre, mais surtout la politique d'exclusion et d'extermination dans le Reich et les pays alliés ou occupés. Politique qui ne visait pas seulement l'expulsion, voire l'éradication de groupes humains décrétés hostiles ou inférieurs,

mais aussi la récupération de quelques trente millions de personnes »germanisables« destinées à accroître le potentiel humain du Grand Reich dont une partie devait coloniser le nouvel »espace vital« conquis.

Aspect particulièrement utile: un survol chiffré des effets de la politique d'occupation dans les différents pays d'Europe orientale et occidentale, qui révèle aussi sans concession le rôle de la Wehrmacht comme des collaborateurs autochtones. On est par contre quelque peu surpris de voir Werner Best – dont le rôle à la tête de l'administration du MBF en France fut plutôt répressif – crédité d'une contribution au sauvetage des juifs du Danemark. De même qu'il y a quelque contradiction à sous-estimer le rôle de la résistance française (p. 209) tout en affirmant à la page suivante que l'exploitation accrue de l'occupant et sa politique incitèrent le pays à se débarrasser de lui et de ses collaborateurs. Le dernier chapitre aborde succinctement ce que Dülffer appelle »l'histoire sociale et politique de la Volksgemeinschaft« en insistant sur la dynamique de la modernisation déjà amorcée sous Weimar et poursuivie ultérieurement. Au point de permettre aux deux principaux pays vaincus (Allemagne, Japon) de devenir dès les années soixante de grandes puissances économiques. Non sans raison, l'auteur souligne la fascination des nouvelles générations, promues sous le III<sup>e</sup> Reich à des postes clefs, notamment dans les secteurs de pointe d'une science et d'une technique orientées presque exclusivement vers la planification des ressources humaines pour le seul bénéfice de la »Volksgemeinschaft« dont l'éthique et l'esthétique, conditionnées par l'idéologie de la supériorité raciale, devaient transcender les conflits sociaux. D'où, selon lui, la question plus actuelle que jamais de savoir comment limiter les effets d'une technocratie plus préoccupée d'efficacité que de convivialité humaine.

Sans prétendre à l'exhaustivité, cet ouvrage constitue un utile instrument de réflexion à l'heure où l'Allemagne unifiée et l'Europe se trouvent confrontées à une crise sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Rita R. THALMANN, Paris

Henry ROUSSEAU, *Les années noires. Vivre sous l'occupation*, Paris (Découvertes Gallimard) 1992, 192 S., 178 Abb. (Découvertes Gallimard, Histoire, 156).

Der Titel dieses kleinen Bändchens ist mißverständlich. Es handelt sich nicht einfach um eine Geschichte Frankreichs während der Zeit der deutschen Besatzungsherrschaft im Zweiten Weltkrieg. Vielmehr hat Henri Rousseau, seit Herbst 1994 Direktor des Institut d'Histoire du Temps Présent, hier auf engstem Raum das Kunststück fertiggebracht, mit knappem Text und zahlreichen Abbildungen die Geschichte der »années noires« von der »Drôle de guerre« bis zur »Libération« einerseits zu resümieren und andererseits gleichzeitig deren traumatische Wirkung zu veranschaulichen. Denn anstelle eines Kapitels über das eigentliche Ende des Krieges schlägt er von der »épuration« einen Bogen zum Prozeß gegen Klaus Barbie in Lyon im Jahre 1987. Vor dem Hintergrund des aktuellen Bezugs war es sicher kein Zufall, daß der Band nur wenige Wochen vor dem Beginn des Prozesses gegen Paul Touvier erschien.

Die Ausstattung mit Photos, Zeichnungen, Presseauschnitten und Quellenzitaten sowie nicht zuletzt der Abdruck im Anhang einer umfangreichen Sammlung von »témoignages et documents« (S. 128–181) machen das Buch zu einem idealen Arbeitsinstrument, um das »Vichy-Syndrom«, wie es Rousseau selbst in seinem bekanntesten Werk genannt hat, zu veranschaulichen. Die Jahre zwischen 1940 und 1944 liegen in mehr als nur einer Hinsicht im Dunkeln. Eine Vergangenheit, mit deren Bewältigung sich Frankreich, wie die Debatten um die Jugendjahre François Mitterrands gezeigt haben, nach wie vor schwer tut.

Stefan MARTENS, Paris

Jacques de la VAISSIÈRE, *Silésie morne plaine – cahier dans un grenier*, Paris (France-Empire) 1991, 478 p.

Les récits rédigés par ceux qui ont vécu l'histoire à la base et non dans les sommets de »décideurs« sont en général de deux ordres. Les uns se présentent comme des sortes de *patchwork*, où l'auteur met simplement bout à bout des épisodes de son existence passée. Les autres, composés avec soin en un récit cohérent, intègrent les aventures personnelles dans la trame de la »grande histoire«, afin de les valoriser et de leur donner un sens. Le gros livre de souvenirs écrit par Jacques de la Vaissière – jeune officier fait prisonnier en 1940 et resté cinq ans en captivité – appartient sans conteste au second genre. L'auteur ne veut pas seulement raconter ces années de sa vie, mais faire comprendre comment elles ont pu advenir, dans le grand désastre collectif dont, encore aujourd'hui, lui et bien d'autres de ses camarades éprouvent le besoin de se justifier.

Il témoigne moins pour lui-même que pour l'ensemble de la communauté captive à laquelle il a appartenu. Et, sans en être conscient peut-être, il nous présente comme héros de son livre, non un individu, mais un de ces petits groupes d'hommes, spontanément formés par affinités dans tous les camps et qui furent la cellule de base de toute la société captive; ce que, dans le jargon prisonnier, on appelait une *popote*. C'est par là d'abord que ces souvenirs d'un P.G. parmi tant d'autres trouvent leur originalité, au moins pour ce qui concerne la vie dans les camps d'officiers (Oflags).

L'autre intérêt du livre – pour un lecteur allemand autant que pour un lecteur français – tient à la place essentielle (y compris en nombre de pages) faite dans le récit à la dernière phase de la guerre et de la captivité; celle où les officiers, confinés pendant quatre années entre les barbelés, en sortent enfin pour être mêlés à la masse des populations, allemande et autres, livrées alors à une extraordinaire débâcle devant les armées d'invasion.

On pourra comparer ce témoignage précieux à celui, picaresque et d'une rare franchise, du prisonnier belge Henry Goldstein<sup>1</sup>. Simple soldat et d'origine juive, celui-ci a été voué aux kommandos de travail et a, de ce fait, connu de façon beaucoup plus longue et plus intime, cette cohabitation forcée et la vie au cœur de l'Allemagne nazie, dont l'intérêt historique et humain est un des héritages majeures de la captivité.

Yves DURAND, Orléans

Andreas HILLGRUBER, *Europa in der Weltpolitik der Nachkriegszeit 1945–1963*, 4. Aufl., durchgesehen und wesentlich ergänzt von Jost DÜLFFER, München (R. Oldenbourg) 1993, 253 p. (Oldenbourg Grundriß der Geschichte, 18).

Voici la 4<sup>e</sup> édition d'un excellent livre dont la 3<sup>e</sup> édition a fait ici l'objet d'un compte rendu<sup>2</sup>. La mort prématurée de l'éminent historien que fut l'auteur de ce livre l'a empêché de le mettre à jour. Jost Dülffer, un des élèves d'Andreas Hillgruber, a pris la responsabilité – lourde – de cette édition posthume. Devant l'impossibilité de modifier le texte de l'analyse, qui n'a d'ailleurs guère vieilli, Dülffer a pris la sage décision de le laisser inchangé. Par contre il a mis à jour et complété fort utilement la deuxième et surtout la troisième partie du livre, à savoir la présentation des problèmes de recherche les plus importants et la bibliographie. Ainsi le manuel peut continuer de rendre ses services précieux à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Europe en rapport avec le conflit est-ouest à l'époque de la guerre froide.

Adolf KIMMEL, Würzburg

1 Henry GOLDSTEIN, *Les maillons de la chaîne*, 2 volumes, Bruxelles (Dicot) 1992.

2 FRANCIA 15 (1987) p. 1090–1092.

François-Georges DREYFUS, *L'unité allemande*, Paris (PUF) 1993, 127 S. (Que sais-je? 1314) – *L'Allemagne de la division à l'unification*, publié avec le concours du CNRS, Paris (SEHRIC) 1992, 240 S. (Relations Internationales, 70).

Das öffentliche Interesse an den politischen Veränderungen in Deutschland ist in Frankreich seit 1989 nicht nur stark gewachsen; auf breiter Ebene hat sich das Bemühen Bahn gebrochen, die alte Freundschaft neu zu begreifen und zu bestimmen. Die anfängliche Angst vor einer auferstandenen Großmacht im Osten ist bei sehr vielen Verantwortlichen in Frankreich längst dem Interesse an einer neuen Partnerschaft gewichen. Jeder Vergleich der eigenen Probleme mit denen des Nachbarn sowie die Reflexion über die gemeinsame Rolle in und außerhalb Europas lenken nicht nur den Blick auf neue Herausforderungen an künftige Kooperation, sie führen auch mehr denn je das Ausmaß vor Augen, in dem beide Nationen seit langem faktisch miteinander verflochten sind.

Vor diesem Hintergrund kann das Buch von Dreyfus über die Einheit Deutschlands, das – leicht zugänglich – in der Taschenbuchreihe »Que sais-je?« erschienen ist, auf eine breite Nachfrage rechnen. Der Autor konzentriert sich ganz auf den inneren und äußeren Einigungsprozeß in Deutschland zwischen der Mitte des 18. Jh. und 1871. Er beschreibt die Verbindung von Nationalgefühl und Aufklärung, die Einflüsse der Französischen Revolution auf den sich formierenden deutschen Nationalismus, die Entwicklung des Einigungsgedankens in Staat und Wirtschaft, Literatur und Gesellschaft sowie schließlich die Rolle Frankreichs in den Einigungskriegen. Lediglich ein Ausblick auf den letzten Seiten schlägt die Brücke zum 3. Oktober 1990. Dreyfus' Darstellung ist durchgehend kompetent, konzis und verbindlich; sie läßt eine jahrzehntelange Auseinandersetzung des Autors mit der deutschen Kultur und Geschichte erkennen. Einfühlsam und unaufdringlich warnt er seine Leser vor der leichtfertigen Verwendung fragwürdiger Metaphern sowie vor dem undifferenzierten Rückgriff auf historische Anspielungen. Vergleichbare Darstellungen zur französischen Geschichte lassen sich auf dem deutschen Büchermarkt nur schwer entdecken.

Im Hinblick auf die aktuellen Probleme bedarf das Buch zweifellos vielfacher Ergänzungen. Um nur ein Beispiel anzuführen, sei auf den Band 70 der Zeitschrift »Relations Internationales« hingewiesen, der ausgewählten Aspekten der deutschen Einigung gewidmet ist. Darin werden nicht nur die außenpolitischen Fragen nach der Rolle der USA und Rußlands zwischen 1989 und 1991 behandelt; aufschluß- und kontrastreich sind auch die Beiträge zur Hauptstadtfrage, zur Haltung der Zeithistoriker in der Bundesrepublik oder der evangelischen Kirche in der DDR zum Zeitpunkt der »unification-réunification« (S. 235). Ein abschließender Artikel über die »coopération franco-allemande« betont zu Recht, daß nicht nur die künftige internationale Verantwortung Deutschlands neu überdacht werden muß, sondern »que la France elle-même est arrivée aujourd'hui à une croisée stratégique de sa politique européenne et, en fait, mondiale« (S. 221 f.).

Helmut REIFELD, Sankt Augustin